

**PREFET DE LA REGION LANGUEDOC-ROUSSILLON**

*Direction régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
Languedoc-Roussillon*

**Décision d'examen au cas par cas en application de l'article R. 122-3 du code de l'environnement**

**Mise au gabarit de la Route Départementale n°51 sur le territoire de la commune de**

**ROCHEGUDE (30)**

Le préfet de région,

Vu la directive 2011/92/UE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L. 122-1, R.122-2 et R. 122-3 ;

Vu l'arrêté de la ministre de l'écologie, du développement durable, et de l'énergie du 26 juillet 2012 relatif au contenu du formulaire d'examen au cas par cas ;

Vu la demande d'examen au cas par cas relatif au projet référencé ci-après :

- n°2015-001489,
- Mise au gabarit de la Route Départementale n°51, sur le territoire de la commune de ROCHEGUDE (30), déposé par Conseil Général du Gard,
- reçu le 02/03/2015 et considéré complet le 02/03/2015 ;

Vu l'arrêté N° 2014280-0003, en date du 7 octobre 2014 du préfet de région du Languedoc-Roussillon portant délégation de signature à Monsieur Didier Kruger, directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Languedoc-Roussillon ;

Vu l'avis de l'agence régionale de santé du 6/03/2015 ;

Considérant que le projet porte sur l'élargissement à 6 mètres de chaussée et deux accotements de 2 mètres de la Route Départementale n°51 sur une longueur de 1600 mètres ;

Considérant que le projet relève de la rubrique 6° d) du tableau annexé à l'article R.122-2 du code de l'environnement, qui soumet à examen au cas par cas les projets de routes de moins de 3 kilomètres ;

Considérant que le projet est situé en bordure de la zone inondable de la Cèze et la Zone Naturelle d'Intérêt Écologique Faunistique et Floristique de type 2 « Cours moyen de la Cèze » ;

Considérant que le projet est situé à proximité du Site d'Intérêt Communautaire « La Cèze et ses gorges », désigné au titre de la directive pour la protection des habitats naturels et de la Zone de Protection Spéciale « Garrigues de Lussan », désignée au titre de la directive pour la protection des oiseaux ;

Considérant que le projet devra respecter les prescriptions du Plan de Prévention des Risques d'Inondation applicable depuis 2011 ;

Considérant que l'emprise limitée du projet, longeant une route existante, n'est pas susceptible d'avoir un effet significatif sur les habitats d'espèces naturelles identifiés ;

**Décide :**

**Article 1<sup>er</sup>**

Le projet de mise au gabarit de la Route Départementale n° 51, sur le territoire de la commune de ROCHEGUDE (30), objet de la demande n°2015-001489, n'est pas soumis à étude d'impact en application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du code de l'environnement.

**Article 2**

La présente décision, délivrée en application de l'article R. 122-3 du code de l'environnement, ne dispense pas des autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis.

**Article 3**

La présente décision sera publiée sur le site Internet de la DREAL.

Fait à Montpellier, le **18 MARS 2015**  
Pour le Préfet de région et par délégation,

La Chef de la Division  
Evaluation Environnementale  
  
Isabelle JORY

**Voies et délais de recours**

**Recours gracieux :**

Monsieur le préfet de région  
DREAL Languedoc-Roussillon  
520 allée Henri II de Montmorency – CS 69007  
34064 Montpellier cedex 02  
*(Formé dans le délai de deux mois, ce recours a pour effet de suspendre le délai du recours contentieux)*

**Recours hiérarchique :**

Monsieur le ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie  
Grande Arche  
Tour Pascal A et B  
92055 La Défense CEDEX  
*(Formé dans le délai de deux mois, ce recours a pour effet de suspendre le délai du recours contentieux)*

**Recours contentieux :**

<i>en ce qui concerne les départements du Gard et de la Lozère :</i>	<i>en ce qui concerne les départements de l'Hérault, de l'Aude, des Pyrénées-Orientales :</i>
Tribunal administratif de Nîmes	Tribunal administratif de Montpellier
16, avenue Feuchères	6 rue Pitot
CS 88010	34003 MONTPELLIER CEDEX 1
30941 Nîmes Cedex 09	

*(Délai de deux mois à compter de la notification/publication de la décision ou bien de deux mois à compter du rejet du recours gracieux ou hiérarchique)*